



Signes de reprise encore timides au 1^{er} trimestre 2016

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi intérimaire progresse mais les pertes d'emploi sont encore conséquentes dans l'industrie et la construction. Le taux de chômage est stable. La situation des demandeurs d'emploi tend à s'améliorer, surtout pour les jeunes. L'activité ralentit dans la construction. Cependant, les créations d'entreprises reprennent, particulièrement dans l'industrie et la construction. La fréquentation hôtelière bénéficie du retour de la clientèle française.

Catherine Sueur (Insee)

Pas d'embellie pour l'emploi dans l'industrie et la construction

Au 1^{er} trimestre 2016, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles diminue de 0,1 % par rapport au trimestre précédent en Normandie, tandis qu'il progresse de 0,3 % en France métropolitaine (*figure 1*). L'emploi normand perd 500 postes salariés ce trimestre.

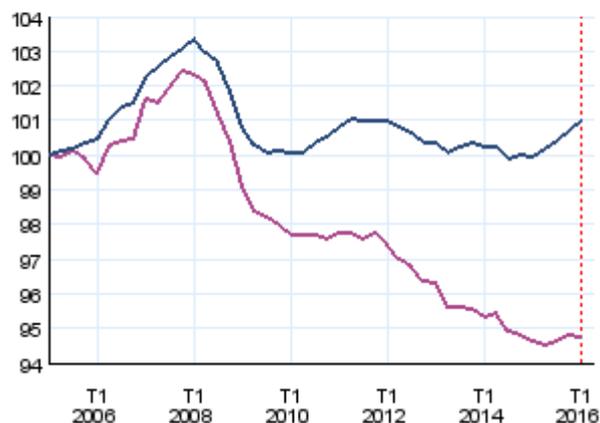
Au niveau départemental, l'emploi diminue de 0,1 % dans les départements de l'Eure, de la Manche et de la Seine-Maritime. Il est stable dans le Calvados et progresse de 0,1 % dans le département de l'Orne (*figure 2*).

En Normandie, l'emploi se dégrade encore dans l'industrie et la construction, ces deux secteurs perdent 0,6 % de leurs effectifs par rapport au trimestre précédent (*figure 3*). L'industrie normande perd un millier de postes salariés et la construction près de 500 ce trimestre. Ces deux secteurs bénéficient cependant de la progression de l'intérim, dont ils sont les plus gros utilisateurs. En France métropolitaine, la diminution des effectifs salariés industriels est plus contenue (-0,3 %) et l'emploi reprend faiblement dans la construction (+0,1 %).

Généralisées à l'ensemble des départements normands, les pertes d'emplois industriels sont plus vives dans le département de l'Eure (-1,3 %), celles de la construction touchent davantage le département du Calvados (-1,0 %).

— Normandie
— France métropolitaine

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



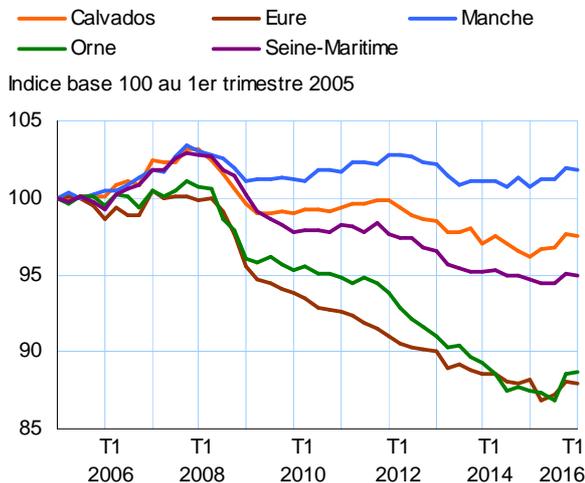
1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

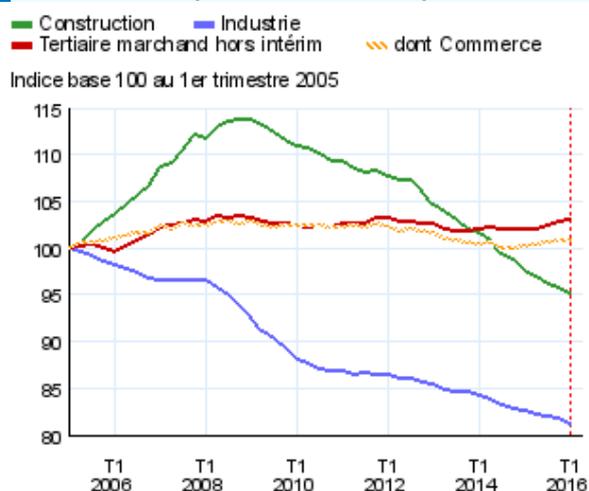
Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par département



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, estimations d'emploi

3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, estimations d'emploi

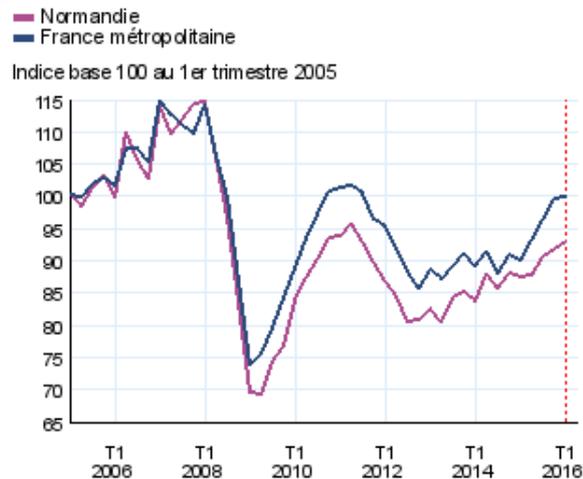
L'intérim poursuit sa progression

Les emplois intérimaires (*figure 4*) augmentent au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 1,3 %) et sont plus dynamiques qu'en France métropolitaine (+ 0,3 %).

L'intérim progresse plus vivement dans les départements de l'Orne (+ 2,7 %) et de l'Eure (+ 2,6 %), mais il se contracte de - 0,4 % dans le département du Calvados.

Hors intérim, la progression de l'emploi tertiaire ralentit en Normandie (+ 0,1 % contre + 0,4 % au trimestre précédent), alors qu'il reste dynamique au niveau national (+ 0,4 %). Dans ce secteur, l'emploi se développe dans l'hébergement-restauration, les activités financières et les services aux ménages.

4 Évolution de l'emploi salarié intérimaire



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage se stabilise

En moyenne au 1er trimestre 2016, le taux de chômage est stable par rapport au trimestre précédent, en Normandie comme en France métropolitaine. Il s'établit à 10,2 % de la population active en Normandie et à 9,9 % en France métropolitaine (*figure 5*).

Au niveau départemental, cette stabilité est effective dans quatre départements normands : l'Eure avec un taux de 10,5 %, le Calvados (9,7 %), l'Orne (9,5 %) et la Manche (8,2 %). En Seine-Maritime, le taux de chômage augmente de 0,2 point pour s'établir à 11,4 %.

Comparé au 1er trimestre 2015, le taux de chômage est stable en Normandie, il baisse de 0,1 point en France métropolitaine.

5 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

La situation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégories A, B et C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) s'améliore très légèrement. À fin mars 2016, leur nombre recule par rapport à fin décembre 2015, de 0,7 % en Normandie et de 0,4 % en France métropolitaine. Le nombre de jeunes de moins de 25 ans en recherche d'emploi diminue davantage en Normandie (- 2,2 % contre - 1,8 % en France métropolitaine). Le nombre de seniors et celui des chômeurs de longue durée augmentent encore (respectivement de + 0,2 % et + 0,4 %), mais le rythme de progression s'atténue nettement. Au total en Normandie, 285 500 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C étaient inscrits à Pôle Emploi fin mars 2016.

Au niveau départemental, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B ou C diminue davantage dans le Calvados (- 1,9 %), tandis qu'il est quasi stable en Seine-Maritime (+ 0,3 %).

Ralentissement de l'activité dans la construction

Fin mars 2016, en données cumulées sur les 12 derniers mois, le nombre de logements mis en chantier diminue de 3,4 % après une progression de + 6,2 % à fin décembre 2015. Au niveau national, l'activité progresse de + 1,1 % (figure 6). En Normandie, elle se contracte dans le logement individuel comme dans le collectif. Sur un an, 13 700 logements ont été mis en chantier dans la région.

Sur la même période, les mises en chantier de locaux à usage non résidentiel baissent de 0,9 % en Normandie, alors qu'elles progressent de 2,2 % en France métropolitaine. Les mises en chantier de bureaux contribuent le plus à cette baisse dans la région. Sur les douze derniers mois, 1 255 milliers de m2 de locaux non résidentiels ont été mis en chantier en Normandie.

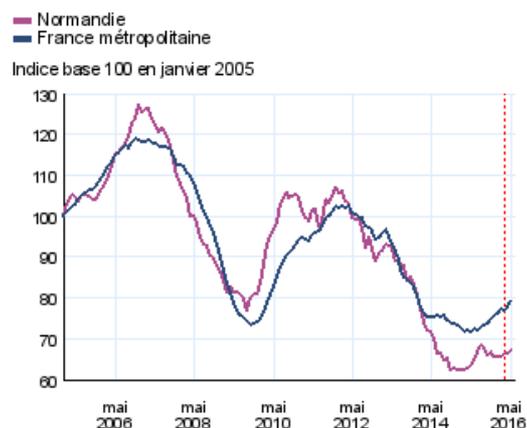
6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

Les autorisations de construction de logements (figure 7) progressent, en Normandie (+ 1,8 %) comme en France métropolitaine (+ 1,6 %). A contrario, les permis de construire des locaux non résidentiels diminuent en Normandie (- 1,7 %) alors qu'ils augmentent de 2,8 % en France métropolitaine.

7 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

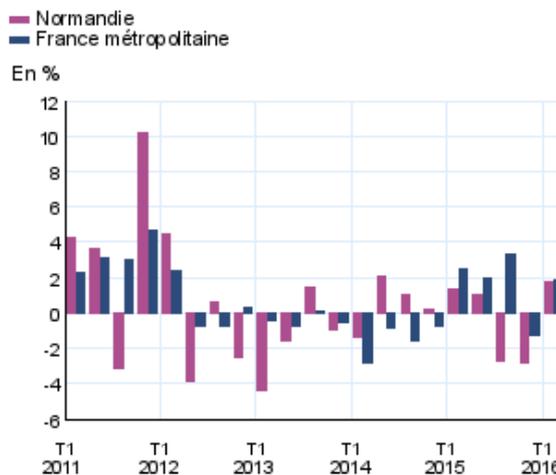


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

La clientèle française renoue avec l'hôtellerie

Au 1^{er} trimestre 2016, le nombre de nuitées dans les hôtels s'accroît de 1,7 % par rapport au même trimestre un an auparavant en Normandie et de 1,9 % en France métropolitaine (figure 8). En Normandie, la fréquentation de la clientèle française augmente de 2,5 % (+ 3 % en France métropolitaine). En revanche, la clientèle étrangère se contracte davantage (- 2,9 % contre - 0,4 % en France métropolitaine). En baisse continue depuis mi-2015, cette dernière amorce toutefois une légère reprise en février et mars 2016. La clientèle étrangère représente 14 % des 1,3 millions de nuitées enregistrées dans les hôtels normands ce trimestre.

8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

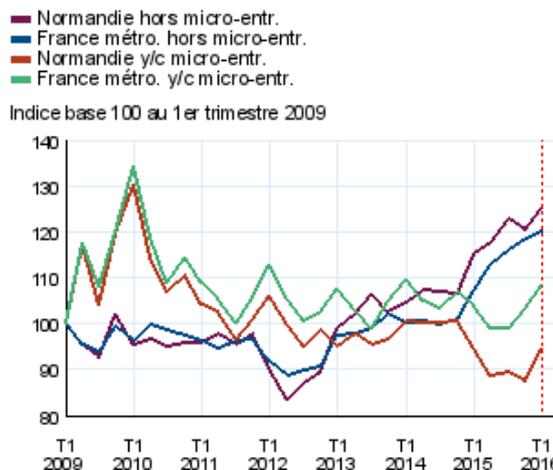


Notes : données trimestrielles brutes.
Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.
Source : Insee ; en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la Direction Générale des Entreprises (DGE).

Reprise des créations d'entreprises et recul des défaillances

Au 1^{er} trimestre 2016, en données corrigées des variations saisonnières, les créations d'entreprises se redressent plus vigoureusement en Normandie, de 8 % contre + 5,1 % en France métropolitaine, par rapport au trimestre précédent (figure 9). C'est la plus forte progression enregistrée en Normandie depuis le 1^{er} trimestre 2010.

9 Évolution des créations d'entreprises

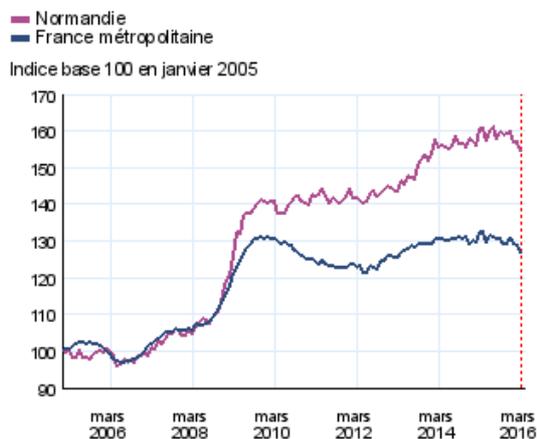


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS). Les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.
micro-entr = micro-entrepreneur
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Les créations d'entreprises traditionnelles progressent de 3,8 % (+ 1,6 % en France métropolitaine). Les créations sous le statut de micro-entrepreneur, en baisse continue depuis le 1^{er} trimestre 2015, reprennent vivement, de 15,1 % en Normandie et de 10 % en France métropolitaine. La croissance reprend dans l'ensemble des secteurs, elle est plus marquée dans l'industrie (+ 14,4 %) et la construction (+ 13,2 %). Au total, 4 535 entreprises ont été créées ce trimestre, dont 39 % sous le statut de micro-entrepreneur.

Au 1^{er} trimestre 2016 en données cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises diminuent de 3,1 % par rapport au trimestre précédent en Normandie et de 3,0 % en France métropolitaine (figure 10). En Normandie, cette baisse atteint 5 % dans les services et autant dans la construction. Toutes activités confondues, sur un an, 2 760 entreprises ont été soumises à une procédure de redressement judiciaire en Normandie. ■

10 Évolution des défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 22 juin 2016, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Conjoncture nationale : la croissance française accélère au premier trimestre 2016 (+ 0,6 %)

En France, l'activité bénéficie d'impulsions extérieures. Le baril de pétrole reste mi-2016 environ moitié moins cher que mi-2014, ce qui contribue à une inflation encore faible, et stimule le pouvoir d'achat des ménages. Celui-ci est soutenu par la diffusion de l'accélération de l'activité à l'emploi. Avec le bas coût du pétrole, les entreprises redressent leur taux de marge, ce qui, couplé à la baisse des taux d'intérêt, améliore les conditions de financement de l'investissement productif. Celui-ci serait le principal facteur de l'accélération de l'activité en 2016. Au premier trimestre, des facteurs temporaires ont joué : rebond des dépenses de chauffage, de celles de services auparavant affectées par les attentats du 13 novembre ou préparation de l'Euro 2016 de football. Ainsi, au premier trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère : + 0,6 %, après + 0,4 % au dernier trimestre 2015. En 2016, la croissance s'élèverait à + 1,6 %, sa plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi qui augmenterait de 210 000 en 2016. Le taux de chômage "France entière" baisserait à 9,8 % de la population active en fin d'année et à 9,5 % en France métropolitaine.

Contexte international : la reprise s'auto-entretient dans la zone euro

Dans les pays émergents, l'activité est restée atone au premier trimestre 2016, après avoir beaucoup ralenti en 2015. Le produit intérieur brut du Brésil a continué de se contracter. En revanche, l'activité s'est stabilisée en Russie après plusieurs trimestres de recul. En Chine, l'activité a encore nettement ralenti et les importations ont fortement reculé. Au total, les importations des économies émergentes ont fortement diminué au premier trimestre, et le commerce mondial s'est contracté.

Au premier trimestre 2016, les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance. Dans la zone euro, l'activité a accéléré nettement, tirée par la production industrielle. Avec l'essoufflement des impulsions externes qui ont porté la croissance en 2015, comme la dépréciation de l'euro et la chute des prix du pétrole, les moteurs internes prennent le relais. Stimulée par une nouvelle progression de l'emploi et des salaires, la consommation privée continue en effet de soutenir l'activité, si bien que la reprise s'auto-entretient dans la zone euro.

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch - BP 95137
14024 Caen Cedex -

Directeur de la publication :
Daniel BRONDEL

Rédacteur en chef :
Maryse CADALANU

Attachés de presse :
Martine Chéron (Rouen)
Tél : 02.35.52.49.75
Philippe Lemarchand (Caen)
Tél : 02.31.15.11.14

ISSN : 2493-7495

© Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture, juin 2016 - La reprise s'auto-entretient dans la zone euro
www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture
- Bilan économique 2015 - Normandie - mai 2016
www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/conjoncture_regionale/Normandie

